

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 11 OCTOBRE 2019 Liste des présents

Membres à voix délibérative

<i>Collège des élus (19/40)</i>	Claude BOISSAY	Président
	Alain FOURCAULT	Vice-Président
	Guy BAILLEUL	CC Canaux et Forêts en Gâtinais
	Sylvie BLOUET	CC Berry-Loire-Puisaye
	Claude BOCH	Saint-Aignan-le-Jaillard
	Florence BONDUEL	CC des Loges
	Jean-François DARMOIS	Nevoy
	Jacques HEBERT	Montereau
	Denis GERVAIS	CC Berry-Loire-Puisaye
	Pierre LENOIR	Sully-sur-Loire
	Fabrice LEBAS	Poilly-lez-Gien
	Gilles LEPELTIER	Lion-en-Sullias
	Philippe NICOLAS	Coullons
	Jean-Loup OUDIN	CC Canaux et Forêts en Gâtinais
	Bernard PRIEUR	Poilly-lez-Gien
	Michel RIGAUX	Ouzouer-sur-Loire
	Yves SOCHAS	CC Canaux et Forêts en Gâtinais
	Thierry SOLER	Conseil départemental du Loiret
	Michel TINDILLERE	Gien

Collèges non élus (8/25)

Lt-Col Dominique AMBRAZÉ	Groupeement de gendarmerie du Loiret
André COPIN	SFEN Val de Loire
Catherine FUMÉ	Sortir du Nucléaire BGP
Fabrice GORECKI	Chambre de Métiers et de l'Artisanat
Thierry JOLIVET	Sortir du Nucléaire BGP
Gérard MAHAUD	UFC-Que choisir
Alain PELLETIER	Fédération de pêche du Loiret
Georges SAPY	Sauvons le Climat

Membres à voix consultative

<i>Exploitant EDF</i>	Sébastien MIOSSEC	Directeur du CNPE
	Pascal BRAILLY	CNPE – Responsable Sûreté-Qualité
	Aurélie FOLLENFANT	CNPE – Chef mission communication
<i>Autorité de sûreté nucléaire</i>	Christian RON	Division d'Orléans – Chef du Pôle REP
<i>Préfecture</i>	Muriel PLOTTON	Chef du BPDC
<i>Services de l'Etat</i>	Annaïg HELLEU	ARS – DD45
<i>Secrétariat</i>	Maud MICHEL	CD45

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 11 OCTOBRE 2019 Liste des absents excusés

Alain BERTRAND	<i>Communauté de Communes Berry-Loire-Puisaye</i>
Francis BURET	<i>Commune de Saint-Benoît-sur-Loire</i>
François CORMIER-BOULIGEON	<i>Député du Cher</i>
Claude de GANAY	<i>Député du Loiret</i>
Xavier MAROTEL	<i>Directeur de Cabinet du Préfet</i>
Philippe PERRUCOT	<i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i>
Philippe VERDIER	<i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i>

Compte rendu

En préambule, Muriel PLOTTON, chef du Bureau de la Protection et de la Défense Civiles (BPDC*cf. lexique), excuse Xavier MAROTEL, Directeur de cabinet du Préfet, retenu par une visite ministérielle.

1/ Campagne de distribution d'iode pour le périmètre des 10 à 20 km autour de la centrale

❖ Le fonctionnement de la centrale

M. Pascal BRAILLY – EDF

La centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly est composée de 4 unités de production de 900 MW chacune. Les 4 tranches de la centrale ont été connectées au réseau électrique en 1980 et 1981. La centrale de Dampierre produit 5% de la production nucléaire d'EDF.

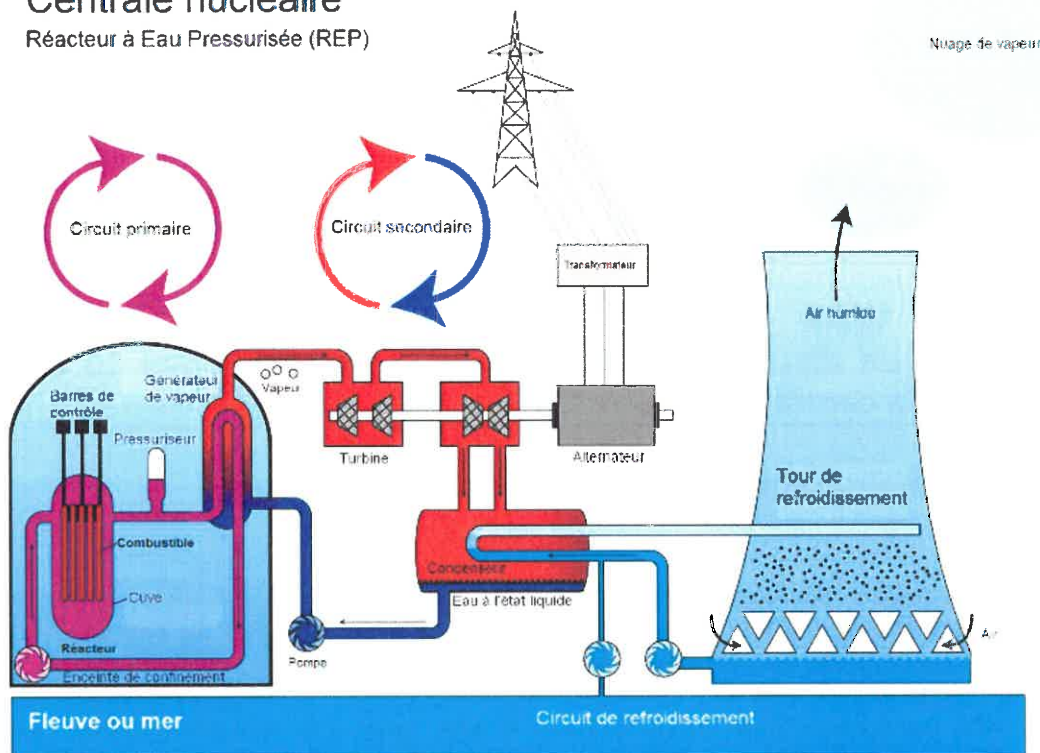
Plus de 1 300 personnels EDF travaillent sur le site, ainsi que 500 prestataires permanents, auxquels s'ajoutent entre 600 et 2 000 salariés supplémentaires en fonction de l'activité.

Le fonctionnement des réacteurs nucléaires à eau pressurisée (REP) est basé sur trois circuits séparés remplis d'eau qui opèrent des échanges thermiques entre eux, en prévenant la dispersion de substance radioactive vers l'extérieur de la centrale (cf. schéma ci-dessous) :

- ✓ **le circuit primaire** (circuit fermé) assure la transmission de la chaleur dégagée par l'énergie nucléaire dans le cœur du réacteur aux générateurs de vapeur (échangeurs de chaleur placés entre le circuit primaire et le circuit secondaire). Un pressuriseur maintient l'eau de ce circuit à une valeur de pression suffisante pour éviter sa vaporisation (155 bars pour une température de l'eau de 325°C) ;
- ✓ **le circuit secondaire** (circuit fermé) amène à la turbine la vapeur produite dans les générateurs de vapeur. La vapeur, sous une pression de 50 bars, fait tourner la turbine et permet ainsi de créer du courant électrique ;
- ✓ **le circuit tertiaire** (circuit de refroidissement) alimente en eau froide le condenseur pour refroidir la vapeur du circuit secondaire, à l'aide de tours aéroréfrigérantes. De la vapeur d'eau est produite au niveau de ces tours ; une partie de cette vapeur est rejetée à l'atmosphère, l'autre partie est condensée et récupérée en bas des tours (500 litres/seconde) puis renvoyée vers le condenseur. Un appoint en eau est nécessaire pour compenser les pertes à l'atmosphère : cette eau d'appoint est pompée en Loire.

Centrale nucléaire

Réacteur à Eau Pressurisée (REP)



Source : EDF

❖ Les contrôles par l'ASN*

M. Christian RON – ASN

La division d'Orléans de l'ASN assure 40 jours de présence sur le terrain pour réaliser des inspections. Ces contrôles sont réalisés par 13 ingénieurs pour la division d'Orléans.

Les inspections peuvent être inopinées (lors des arrêts réacteurs notamment), ou bien programmées à l'avance pour vérifier un système particulier.

Les contrôles des arrêts réacteurs occupent au moins 50% du temps d'un inspecteur de l'ASN.

L'ASN réalise également des analyses des événements qui interviennent sur les centrales. L'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN*) est associé à ces analyses.

L'ASN instruit aussi les dossiers d'autorisation déposés par EDF ; c'est le cas notamment dans le cadre des visites décennales.

Enfin, l'ASN participe aux exercices de crise pilotés par la préfecture.

Les inspections et analyses menées par l'ASN sont réalisées en toute transparence, l'ensemble des documents (avis, lettres de suite...) sont accessibles sur le site Internet de l'ASN <https://www.asn.fr/>.

Les accidents nucléaires peuvent conduire à la libération d'éléments radioactifs dans l'environnement. Toutefois, un accident nucléaire est très différent d'une explosion nucléaire. La cinétique, en particulier, est très différente, dans la mesure où les acteurs concernés ont le temps de prendre les mesures adaptées dans le cas d'un accident nucléaire.

Ces mesures sont menées selon différentes phases (réflexe, immédiate, concertée), l'enjeu étant de protéger les personnes contre les risques de contamination et d'irradiation.

Au sein des centrales nucléaires, de nombreuses mesures sont prises pour éviter les accidents. Ces mesures se basent sur le principe de défense en profondeur, qui repose sur un ensemble de lignes successives de protection et sur la redondance des matériels essentiels à la sûreté de la centrale.

Si malgré tout un accident devait survenir, des mesures sont prévues afin de protéger la population contre les effets des rejets radioactifs, et notamment la distribution préventive de comprimés d'iode.

❖ **Les documents de planification et plans d'urgence**

Mme Muriel PLOTTON – Préfecture-BPDC

Les plans d'urgence définissent l'organisation et les moyens à mettre en œuvre en cas de crise.

Le Plan d'Urgence Interne (PUI*) est mis en place par l'exploitant ; ce plan est transmis à la préfecture.

La Préfecture a en charge, pour sa part, la mise en place des Plans Particuliers d'Intervention (PPI*) et de la planification ORSEC* (plan iode hors zone PPI).

Les maires, quant à eux, ont l'obligation de rédiger un Plan Communal de Sauvegarde (PCS*), dès lors que leur territoire se situe dans une zone à risque naturel ou technologique. Ce plan doit prévoir l'organisation de la commune en cas de survenance d'un problème majeur sur son territoire.

Le PPI, mis en œuvre par le Préfet (directeur des opérations), vise à organiser la réponse des pouvoirs publics face à un accident nucléaire, afin de protéger les personnes, les biens et l'environnement.

Le PPI est régulièrement testé par des exercices : au minimum 1 exercice d'ampleur majeure tous les 5 ans, en lien avec le niveau national (pour Dampierre, le dernier exercice de ce type a été réalisé en décembre 2017).

Des exercices plus légers sont également réalisés 1 fois par an (ils concernent uniquement la préfecture et le CNPE*, sans associer tous les autres acteurs).

Ces plans visent à assurer la protection des populations en phase d'urgence, pour se prémunir contre les conséquences immédiates d'un accident. Ils reposent sur les principes de mise à l'abri en phase réflexe (rayon de 2 km), d'évacuation si nécessaire en phase immédiate (rayon de 5 km), associées à la prise des comprimés d'iode sur ordre du préfet et à l'interdiction de consommation des aliments produits à proximité du CNPE (cette dernière mesure est issue du retour d'expérience de l'accident de Fukushima).

Le déclenchement de la phase réflexe peut être initié par l'exploitant ou le préfet ; les autres phases sont initiées exclusivement par le préfet.

Le nouveau PPI de 20 km autour de la centrale de Dampierre englobe désormais 54 communes, dont 3 dans le Cher. Le rayon d'évacuation de 5 km en phase immédiate a été introduit à la suite du retour d'expérience de l'accident de Fukushima. La définition de ce rayon a été travaillée avec les élus locaux afin de mieux préparer les évacuations : les maires connaissent ainsi précisément les limites de ce périmètre, le nombre de personnes à évacuer, les personnes sensibles concernées...

Concernant l'alerte, la préfecture dispose des moyens permettant d'alerter les maires en cas de problème (automates d'appel, téléphone...).

En cas d'accident, une sirène est déclenchée par la préfecture ou par le CNPE en cas

d'urgence, par délégation.

L'alerte est ensuite transmise à la population par la préfecture et par les maires, par tous les moyens disponibles : sirène, téléphone, radio, télévision, équipements mobiles de diffusion d'alerte...

Des mesures sont mises en œuvre immédiatement après l'accident, par précaution, sans attendre les mesures et les analyses des experts sur la diffusion des éléments radioactifs : mise à l'abri dans un rayon de 2 km, évacuation dans un rayon de 5 km, interdiction de consommation des aliments produits à proximité de la centrale.

Ces mesures peuvent ensuite être levées ou adaptées en fonction des analyses et des expertises réalisées sur les conséquences de l'accident et son évolution éventuelle. Il peut également être décidé, après ces analyses, de demander à la population de prendre les comprimés d'iode dont ils disposent. Les comprimés d'iode ne doivent être pris que sur ordre de la préfecture : il en effet important de ne pas les prendre trop tôt, ni trop tard.

❖ **La protection des personnes**

M. Christian RON – ASN

La population est exposée en permanence à des éléments radioactifs naturels, comme le radon dans les zones granitiques, mais également les rayonnements solaires.

En cas d'accident nucléaire, l'irradiation de la population peut être due au nuage radioactif lors de son passage (irradiation), mais également aux dépôts radioactifs (contamination).

Afin de se prémunir contre les radiations, il faut respecter le principe du triptyque « temps – distance – écran » : rester le moins longtemps possible exposé aux radiations, s'éloigner de la source, disposer un écran entre la radiation et soi (en se confinant à l'intérieur d'un bâtiment par exemple). En cas de confinement, il est également important de couper la ventilation (VMC), et de mettre un linge humide devant les fenêtres ou les portes qui ne seraient pas suffisamment étanches.

En ce qui concerne les différentes sources d'exposition, les centrales nucléaires contribuent à une exposition annuelle moyenne de la population à hauteur de 0,01 mSv* (hors situation accidentelle). Une radiographie thoracique expose les individus à une valeur 5 fois plus élevée, de même qu'un trajet en avion.

La radioactivité naturelle représente quant à elle une exposition à hauteur d'environ 3 mSv par an, et 10 mSv pour un scanner abdominal.

Par comparaison, l'exposition maximale autorisée par la réglementation pour un employé du secteur nucléaire est de 20 mSv par an, mais les CNPE se fixent, par précaution, une limite à 14 mSv.

A la suite d'un accident nucléaire, la radioactivité peut atteindre les individus par contamination interne : la source radioactive pénètre dans l'organisme par inhalation, par ingestion d'aliments contaminés ou en pénétrant dans l'organisme par des plaies.

❖ **Le rôle des comprimés d'iode**

*Mme Annaïg HELLEU – ARS**

L'iode stable est un oligo-élément naturel essentiel au fonctionnement de la thyroïde. Il est naturellement présent dans l'alimentation.

En cas d'accident nucléaire, il peut y avoir un rejet d'iode radioactif, qui peut se fixer sur la thyroïde et engendrer un risque de cancer, particulièrement chez les enfants et les foetus (par contamination de la femme enceinte).

La thyroïde est un organe qui fabrique des hormones et qui joue un rôle essentiel pour la croissance, le développement intellectuel... Ce sont donc surtout les enfants, les jeunes et les femmes enceintes qui doivent être prioritairement protégés.

En ingérant de l'iode stable, celui-ci va se fixer sur la thyroïde et la saturer. L'iode radioactif ne pourra alors pas se fixer et sera évacué par les voies naturelles.

Les comprimés d'iode doivent être pris selon une posologie déterminée en fonction de l'âge de la personne. Les comprimés doivent être dissous dans une boisson (eau, lait, jus de fruit...).

Les allergies à l'iode ou aux excipients sont extrêmement rares. En cas d'allergie aux excipients, il existe une alternative : la solution iode-iodurée forte de Lugol. Dans ces cas particuliers, il est recommandé de demander conseil à son médecin.

La saturation de la thyroïde intervient environ 30 mn après la prise des comprimés, et dure pendant 24 h environ. Il est donc important de respecter le moment de la prise d'iode ordonnée par le préfet, afin que l'effet de saturation intervienne au moment où la population pourrait être exposée aux éléments radioactifs.

Les comprimés d'iode doivent être conservés dans un endroit sec et frais (mais pas au réfrigérateur). Leur durée de vie avant péremption est de 7 ans après leur production.

❖ **Les modalités de retrait des comprimés d'iode**

Mme Muriel PLOTTON – Préfecture-BPDC

La dernière campagne de distribution d'iode pour le rayon de 0 à 10 km autour de la centrale a été menée en 2016.

La campagne en cours actuellement concerne le rayon de 10 à 20 km, suite à l'élargissement du périmètre du PPI.

Un premier courrier d'information a été envoyé en juin 2019 aux populations concernées pour leur expliquer qu'elles étaient situées dans ce nouveau périmètre PPI.

Puis, en septembre 2019, de nouveaux courriers avec les bons de retrait pour les comprimés d'iode ont été envoyés aux riverains, aux établissements recevant du public (ERP*) et aux entreprises situés dans le périmètre.

Des réunions publiques d'information ont été organisées dans les territoires afin d'expliquer à la population l'intérêt des comprimés d'iode et de répondre à leurs questions.

Pour les particuliers, le retrait des comprimés d'iode se fait en pharmacie, en présentant le bon de retrait reçu par courrier. Pour les personnes n'ayant pas reçu le bon de retrait, il est possible de retirer les comprimés en présentant un justificatif de domicile à la pharmacie.

La liste des pharmacies partenaires de l'opération est indiquée au dos du bon de retrait. Les comprimés d'iode sont délivrés gratuitement.

Les ERP situés dans le périmètre (établissements scolaires, administrations, commerces, établissements de santé, lieux culturels ou de culte, campings...) doivent retirer des comprimés pour les employés présents sur le site mais également pour les personnes qu'ils peuvent accueillir (la méthode de calcul du nombre de comprimés à retirer figure au dos du bon de retrait).

L'employeur a l'obligation d'assurer la protection de ses salariés : il doit donc retirer le nombre de comprimés d'iode nécessaire pour l'ensemble de ses salariés. Il doit également permettre la mise à l'abri et assurer la protection des personnes qui seraient dans leurs locaux au moment du rejet radioactif. Il doit pour cela disposer du nombre de comprimés suffisant pour les personnes susceptibles d'être accueillies dans son établissement.

Pour s'informer sur les modalités de retrait ou de prise des comprimés d'iode, ou pour toute question relative à la campagne de distribution en cours, un site internet (<http://www.distribution-iodé.com>) explique les consignes et les objectifs de cette campagne. Un numéro vert (0800 96 00 20) est également disponible pour répondre aux questions.

Un dépliant d'information a été envoyé avec le bon de retrait, pour rappeler les 6 réflexes à avoir en cas d'accident nucléaire.

Les maires des communes concernées sont partenaires de la campagne : ils peuvent servir de relais auprès de leur population. Une réunion a été organisée par la préfecture avec les maires concernés pour leur expliquer les principes de la campagne et de la distribution d'iode.

La CLI est également un relais d'information de proximité auprès des populations.

Enfin, les pharmaciens ont eux aussi été informés lors d'une réunion avec la préfecture et peuvent répondre aux interrogations des habitants, tout comme les médecins du secteur.

Échanges avec la salle :

➤ Une personne de la salle demande quelle est la conduite à tenir pour les assistantes maternelles concernant les comprimés d'iode à retirer.

Maud MICHEL (secrétariat de la CLI – Conseil départemental du Loiret) indique que des consignes ont été passées aux responsables de la Protection maternelle et infantile (PMI*) pour qu'ils précisent aux assistantes maternelles situées dans le périmètre qu'elles doivent aller retirer le nombre de comprimés nécessaires pour protéger leur famille mais également les enfants qu'elles sont susceptibles d'accueillir. Il convient pour cela qu'elles présentent leur agrément à la pharmacie.

➤ Une autre personne demande quelles sont les conduites à tenir pour les personnes qui ont des problèmes de thyroïde.

Annaïg HELLEU (ARS) explique qu'il est préférable de prendre contact avec son médecin traitant, qui pourra apporter une réponse précise en fonction de la pathologie.

➤ Une personne demande si les stocks de comprimés chez les pharmaciens sont suffisants pour répondre à tous les besoins, et notamment pour fournir le nombre de comprimés nécessaires aux services communaux (en comptant les employés communaux, les ERP...).

Muriel PLOTTON (préfecture – BPDC) précise que les pharmaciens sont réapprovisionnés régulièrement, et que de ce fait ils disposent des stocks suffisants pour tout le monde.

➤ Jean-François DARMOIS (Commune de Nevoy) indique que toutes les personnes concernées n'ont pas reçu les bons de retrait, et que des adresses étaient erronées. De ce fait,

certaines personnes ne sont pas allées chercher leurs comprimés d'iode. Il précise par ailleurs que dans la commune de Gien, les pharmacies ne disposent pas de comprimés. Il déplore les nombreux problèmes relevés au niveau des listes d'envoi des bons de retrait.

Muriel PLOTTON explique que les fichiers utilisés ne sont pas les mêmes que lors des précédentes campagnes du fait du nouveau Règlement général sur la protection des données (RGPD*) : il n'est plus possible d'utiliser des fichiers commerciaux ni celui des impôts. Les fichiers utilisés ont été achetés au niveau national. Ils ne sont pas exhaustifs.

Pour les personnes situées dans le périmètre 0 à 10 km (cas de Gien), les pharmacies peuvent se réapprovisionner en iode. Les personnes qui n'ont pas retiré leurs comprimés lors de la précédente campagne, ainsi que les nouveaux arrivants, peuvent aller en pharmacie retirer leurs comprimés avec un simple justificatif de domicile.

Jean-François DARMOIS considère qu'il aurait été préférable de s'appuyer sur les mairies pour la distribution des courriers et des bons de retrait.

Muriel PLOTTON explique que le choix du mode de diffusion est issu d'une décision prise au niveau national. Les maires peuvent néanmoins jouer un rôle dans l'information de leurs administrés, via le Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM*) notamment.

Claude BOISSAY, Président de la CLI, ajoute que la CLI peut écrire aux maires pour les inviter à insérer une information sur la campagne d'iode dans leurs bulletins municipaux.

Gille LEPELTIER (maire de Lion-en-Sullias) considère que la distribution des courriers et des bons de retrait devrait être faite par les maires eux-mêmes comme cela s'était fait dans le passé ; le taux de retrait des comprimés avait été bien meilleur dans ce cas.

Muriel PLOTTON rappelle que cette décision est prise au niveau national. La préfecture du Loiret a fait remonter les dysfonctionnements observés sur le terrain concernant les listings erronés, mais elle n'a pas le pouvoir de décision sur les modalités d'envoi des courriers. Les mêmes dysfonctionnements avaient déjà été constatés lors de la campagne de 2016, et avaient été remontés au niveau national.

➤ Une personne de l'assemblée indique qu'elle a entendu qu'il fallait 2 h après l'ingestion d'iode pour atteindre 80% de saturation de la thyroïde, et non pas 30 mn comme cela a été dit lors de la présentation.

Annaïg HELLEU précise que la vitesse de saturation peut dépendre des caractéristiques individuelles des personnes (âge, poids...).

➤ Thierry JOLIVET (association Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) doute que le Préfet soit informé immédiatement en cas de problème à la centrale nucléaire. Il considère également faux de dire que c'est de la vapeur d'eau qui sort des tours, et affirme qu'il peut y avoir des explosions nucléaires, comme à Fukushima. Il précise qu'en 1969 la population n'a pas été informée des rejets radioactifs survenus à la suite de l'accident à la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux. Il constate que le rayonnement alpha ne figure pas sur l'échelle des irradiations présentée par l'ASN. Enfin, il affirme qu'il y a du tritium dans l'eau potable, et que la population n'est pas informée.

Sébastien MIOSEC (EDF – Directeur du CNPE) rappelle qu'il faut dissocier la responsabilité de l'exploitant de celle des pouvoirs publics. L'exploitant a la responsabilité de prévenir les pouvoirs publics en cas de problème. Des dispositions sont prévues pour que le CNPE déclenche des alertes (système SAPPRE* notamment) dans des cas très précis, comme des accidents à cinétique rapide.

Christian RON (ASN) convient que la population n'a effectivement pas été prévenue en 1969, à

la suite de l'accident à Saint-Laurent. Mais des dispositions politiques ont été prises depuis, et c'est pour ça notamment que l'ASN a été créée.

Avant l'ASN, c'était une antenne de la DRIRE*, qui n'était pas indépendante, qui s'occupait des contrôles des installations nucléaires. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Christian RON rappelle qu'il n'y a pas eu d'explosion nucléaire à Fukushima (au sens « bombe nucléaire ») : les explosions qui se sont produites étaient des explosions d'hydrogène, qui ont détruit du matériel et empêché de ce fait le refroidissement des éléments combustibles présents.

En ce qui concerne le rayonnement alpha, il est arrêté par une feuille de papier et n'a donc aucun impact quand on est à l'intérieur d'une maison. C'est pourquoi il n'y a pas de mesure de prévention spécifique à ce rayonnement alpha.

Il convient qu'en cas d'accident nucléaire, il n'y a pas que de l'iode radioactif qui est rejeté. Cependant, l'iode libère beaucoup d'énergie et se fixe sur un seul organe, de petite taille (environ 30 g) et très radiosensible, ce qui explique pourquoi les mesures de prévention se focalisent sur l'iode en particulier.

Il rappelle qu'à la suite du retour d'expérience de l'accident de Fukushima, il est désormais prévu d'interdire la consommation d'aliments dès la phase réflexe, pour éviter la contamination des riverains. Lors des exercices, la provenance de l'eau potable est également prise en compte, et des mesures d'interdiction de consommation de l'eau du robinet peuvent être prises si cette eau est produite à partir d'eau de surface.

Enfin, concernant la vapeur rejetée par les tours aéroréfrigérantes (eau tertiaire), Christian RON affirme qu'il n'y a pas de produit radioactif rejeté avec cette vapeur d'eau. Toutefois, il y a un risque de présence de légionnelles dans ces eaux, c'est la raison pour laquelle un traitement est effectué par EDF à ce niveau pour éviter de rejeter des bactéries. Il y a donc effectivement un traitement au niveau des tours, mais pas de rejet d'élément radioactif par ce biais.

Concernant la question du tritium dans l'eau potable, Annaïg HELLEU indique que pour l'eau issue des captages de Dampierre et de Lion-en-Sullias, les concentrations en tritium sont en-dessous des seuils de détection du laboratoire, c'est-à-dire très faibles.

➤ Une personne de la salle demande des informations sur la façon dont l'évacuation se passerait si elle devait être déclenchée.

Christian RON indique que tout est question de cinétique. En cas de rejet rapide et de courte durée d'éléments radioactifs, les populations seraient mises à l'abri pendant le passage du nuage pour les isoler des éléments radioactifs. Dans ce type d'accident, il n'y aurait pas d'évacuation.

En revanche, si l'évolution de la situation laissait craindre une fusion du cœur et un risque de rejet important pendant un moment plus long mais pas de manière immédiate, dans ce cas l'évacuation des riverains serait déclenchée, et il leur serait demandé de prendre leurs comprimés d'iode pour le cas où il se produirait un rejet radioactif pendant l'évacuation.

Le plan prévoit par défaut une évacuation immédiate dans un rayon de 5 km (cette évacuation est préparée en amont, notamment lors des exercices), mais si la situation rendait nécessaire une évacuation sur un rayon plus important, l'évacuation serait ordonnée sur ce rayon plus large.

L'élargissement du périmètre PPI à 20 km fait suite au retour d'expérience de l'accident de Fukushima, lors duquel des dépôts de substances radioactives ont été observés jusqu'à une distance de 20 km de la centrale.

Par ailleurs, le plan prévoit également des mesures à prendre au-delà de cette distance de 20 km.

Muriel PLOTTON confirme que tout a été préparé en amont, d'où l'intérêt de mettre en place un PCS pour les maires des communes situées dans le périmètre des 20 km.

➤ Une personne demande si les pouvoirs publics ont anticipé tous les types d'accidents pouvant survenir à la centrale.

Christian RON répond que les scénarios d'accidents ne peuvent pas tous être envisagés.

Dans un premier temps, les mesures de protection prévues dans le plan sont mises en place en mode réflexe, puis en fonction de la situation on réfléchit aux mesures à mettre en place pour faire face à tout ce qui n'était pas prévu.

Lors des exercices, les scénarios les plus pénalisants sont envisagés : on part d'un petit événement qui évolue ensuite avec des conséquences plus importantes (scénario « enveloppe »). A cette occasion, l'ensemble des acteurs anticipent tout ce qui peut se passer dans ces conditions et les conséquences pour la population.

Sébastien MIOSSEC précise que les équipements ont été dimensionnés en prenant en compte des accidents de référence survenus dans le passé. Un certain nombre d'éléments sont surveillés en permanence afin de vérifier, en cas d'accident, qu'un phénomène accidentel n'est pas en train de se transformer en un autre type d'accident, et d'avoir ainsi une vision de l'ensemble de la situation.

L'organisation de crise d'EDF se fait au niveau local, avec l'appui d'experts nationaux et en confrontant les points de vue d'EDF avec ceux de l'ASN et de l'IRSN.

➤ Une personne du public demande si la mise en place d'un PCS est obligatoire pour toutes les communes.

Muriel PLOTTON indique qu'il s'agit d'une obligation pour les communes qui sont soumises à un risque nucléaire, à un risque SEVESO seuil haut ou à risque naturel (inondation par exemple), soit 149 communes concernées dans le Loiret (dont 34 nouvelles communes impactées par l'extension à 20 km des PPI autour des CNPE). Pour les autres, le PCS n'est pas obligatoire mais il est fortement recommandé. Par ailleurs, une fois le PCS rédigé, il faut s'assurer de sa mise à jour régulière (annuelles notamment).

➤ Une autre personne demande s'il existe des contrôles pour s'assurer que les PCS sont réellement rédigés par les communes concernées.

Muriel PLOTTON répond que la préfecture demande effectivement aux communes concernées si elles ont bien rédigé leur PCS, l'idéal étant que les communes transmettent leur PCS à la préfecture.

➤ Thierry JOLIVET (association Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) fait part de 3 remarques / questions :

- Sur le diagramme des irradiations, les radiations reçues par la population en cas d'accident nucléaire ne sont pas représentées ;
- Le coût de la campagne de distribution d'iode a-t-il été estimé et si oui à combien s'élève-t-il ?
- En cas d'accident grave, les populations seraient évacuées, mais ensuite elles ne pourraient plus revenir dans un certain périmètre autour de la centrale. Dans ce cas, à qui incomberaient les coûts d'indemnisation des habitants qui perdraient leur maison ou des agriculteurs qui perdraient leurs terres ?

Concernant le premier point, Christian RON indique que la mise à l'abri serait ordonnée dès lors que la population serait susceptible de recevoir une dose supérieure à 10 mSv, et l'évacuation serait décidée si cette dose devait atteindre 50 mSv.

En ce qui concerne le deuxième point, c'est EDF qui finance la campagne de distribution d'iode.

Enfin, concernant le troisième point, Christian RON précise qu'à Fukushima, des riverains qui avaient été évacués reviennent vivre dans leur maison. Le retour des populations n'est pas impossible après un accident nucléaire, mais la décontamination coûte cher.

Il rappelle par ailleurs que lorsqu'on achète une maison, une information est transmise au futur acquéreur sur les risques concernant la maison : une information sur la proximité de la centrale et des contraintes que cela implique doit donc être faite dans le périmètre des 20 km autour de la centrale.

Sébastien MIOSSEC confirme que le coût de la campagne de distribution d'iode est bien pris en charge par EDF, mais qu'il n'en connaît pas le montant.

En cas d'évacuation des populations, on ne sait pas à l'avance combien cela pourrait coûter. L'IRSN mène actuellement une étude pour estimer le coût de la gestion d'une telle situation.

En cas d'accident, des discussions seraient menées entre l'Etat et EDF pour déterminer le montant de la participation financière d'EDF à la gestion de la crise et de ses conséquences.

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) précise que le Code de l'Environnement prévoit que l'exploitant participe financièrement à hauteur de 700 M€ maximum par accident.

➤ Thierry SOLER (Conseiller départemental) considère que les réactions des populations devraient être anticipées : en cas d'accident nucléaire, de nombreuses informations, vraies et fausses, seraient très rapidement diffusées sur les réseaux sociaux (ce qui a été le cas lors de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen). Il déplore que le grand public en général n'ait plus confiance dans les autorités, et estime qu'il faudrait anticiper ces réactions dans les plans.

Il précise par ailleurs que le Département du Loiret met gratuitement à disposition des communes un outil pour les aider à rédiger leur PCS et à réaliser des exercices de crise.

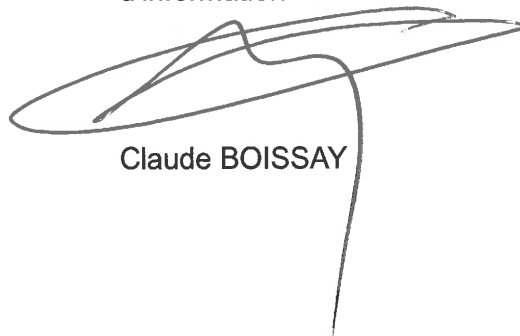
Christian RON indique que les différents acteurs concernés s'entraînent, lors des exercices, à la gestion des fausses informations qui circulent, à répondre aux multiples questions de la presse... afin d'anticiper au maximum ces phénomènes et de s'y entraîner.

2/ Retour sur la conférence Inter-CLI du Val-de-Loire du 4 juillet 2019

Ce point n'a pas été abordé faute de temps. La présentation sur ce thème sera mise en ligne sur le site Internet de la CLI avec le compte-rendu de la réunion.

A Orléans le **07 NOV. 2019**

Le Président de la Commission locale
d'information

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized loop followed by a long, thin vertical stroke.

Claude BOISSAY

ANNEXES

Lexique des sigles utilisés :

ARS : Agence Régionale de Santé
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
BPDC : Bureau de la Protection et de la Défense Civiles (Préfecture)
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
DICRIM : Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DRIRE : Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
ERP : Etablissement Recevant du Public
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
mSv : milliSievert – Unité légale d'équivalent de dose qui permet de rendre compte de l'effet biologique produit par une dose absorbée donnée sur un organisme vivant
ORSEC : Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
PCS : Plan Communal de Sauvegarde
PMI : Protection Maternelle et Infantile
PPI : Plan Particulier d'Intervention
PUI : Plan d'Urgence Interne
RGPD : Règlement Général sur la Protection des Données
SAPPRE : Service d'Alerte des Populations en Phase Réflexe